

# La Nation

*Journal vaudois*

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise  
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-  
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



## Quand un démocrate critique la démocratie

Le 1<sup>er</sup> novembre dernier, M. Laurent Caspary publie dans la rubrique *Signature* de la RTS une intervention d'une minute et quarante et une secondes intitulée «Pour une saine critique» de la démocratie. Sa critique ne porte pas sur les principes – pour lui, la démocratie est et reste le moins mauvais moyen de gouverner les peuples – mais sur certains aspects de la pratique actuelle. Il se demande si le système démocratique américain, qui a proposé à plusieurs centaines de millions d'électeurs à répétées reprises des candidats issus de deux familles, les Bush et les Clinton, pour les gouverner durant deux décennies au moins, est un bon système. Il avoue ses doutes. Quant à la France, qui voit grosso modo les mêmes candidats issus des mêmes filières se profiler depuis vingt ou trente ans pour la présidentielle, est-elle un bon exemple de vitalité démocratique? M. Caspary pense que non. La majorité qui a élu le fantasque et vulgaire président Ricardo Duterte, a-t-elle eu raison? Et celle qui a refusé le plan de paix patiemment négocié entre les FARC et le pouvoir colombien? Là encore, c'est non.

Que manque-t-il à ces démocraties philippine, américaine, française ou colombienne pour permettre au peuple d'obtenir ce qu'il demande, de bons chefs, de bonnes lois et des décisions justes? Pour M. Caspary, la démocratie ne fonctionne que si les peuples qui la portent ne sont pas manipulés grossièrement et si elle n'est pas prise en otage par son élite qui se coopte pour s'accrocher au pouvoir.

La manipulation grossière, on la rencontre constamment, dans les grandes et petites manœuvres des factions internes à chaque parti comme dans les slogans, menaces et promesses destinés à faire voter le bon peuple dans le bon sens. Nous dirions même que, depuis quelques années, la dégradation des mœurs politiques a déplacé la manipulation de la périphérie au centre du processus démocratique. L'évolution va dans un sens exactement opposé à celui que M. Caspary préconise.

De même, libérer le pouvoir des «élites», c'est-à-dire les oligarchies partisans qui le squattent, semble aujourd'hui plus difficile que jamais. Elles sont profondément installées dans le pouvoir. Elles entretiennent des relations privilégiées et permanentes avec les médias (il n'est que de voir l'interminable et futile feuilleton de la non-candidature de Mme Géraldine Savary au Conseil d'Etat). Elles s'appuient sur leurs experts, leurs consultants et leurs communicateurs.

Elles peuvent compter, je ne sais trop pourquoi, sur la caution automatique de la plupart des «intellectuels». Elles cultivent leurs réseaux de clients et rentabilisent leurs débiteurs. Elles surfent sur la pensée dominante et en tirent les «éléments de langage» qui leur assurent la fidélité pavlovienne de leurs fœaux. Là encore, la mainmise des élites tend plutôt à se bétonner.

La question est de savoir si ces excès sont des dérives circonstancielles, tenant à la malice des temps et des hommes, ou s'ils découlent naturellement du système comme tel. M. Caspary opte pour la première solution. Le nombre considéré comme fondement de la légitimité politique, la division du pays en partis, l'obligation pour tout candidat de s'abaisser à briguer les suffrages, la confusion de l'intérêt du parti et de l'intérêt général nous font opter pour la seconde. La radicalisation récente des défauts du système manifeste l'affaiblissement des usages qui imposaient le respect d'une certaine morale publique lors des affrontements électoraux. Nous sommes loin des conditions honnêtes que M. Caspary pose à l'exercice démocratique.

Nous sommes les premiers à reconnaître les vertus de la démocratie directe, qui donne au peuple l'occasion de rectifier les abus et dérives de la démocratie parlementaire. Mais, on le voit depuis quelques années, la démocratie directe n'est pas à l'abri non plus des dérives et des abus.

«Mais alors, que proposez-vous à la place de la démocratie et du scrutin universel?» nous objecte, en désespoir de cause, le démocrate. Il attend que nous lui décrivions un régime non démocratique, auquel il aura beau jeu d'opposer triomphalement toutes les perfections théoriques de la démocratie.

Ce n'est pas notre approche. Ce qui nous importe, c'est le bien de notre pays, dans le présent et dans la durée. Nous répondrons donc à notre démocrate que ce que nous proposons, à notre niveau et avec nos moyens, c'est d'abord un service de fou du roi, une critique sans fard des vices fondamentaux ou occasionnels du régime actuel ainsi que des lois, initiatives et décisions d'espèce qui lésent le Canton ou la Confédération. C'est d'ailleurs conforme à l'idée de M. Caspary, qui demande à la démocratie de rester sous le feu des critiques pour ne pas devenir une idéologie et demeurer le moins mauvais des systèmes de gouvernance.

Nous proposons ensuite, dans *La Nation*, lors de nos entretiens hebdomadaires, dans nos séminaires, à travers nos interventions publiques dans le cadre de la démocratie directe, des réflexions ou des actions plus ciblées sur les problèmes du moment. Notre approche ne dépend pas de perspectives électorales, nous pouvons nous prévaloir d'une plus grande objectivité ainsi, d'ailleurs, que d'une plus grande ouverture aux membres des partis, qui ne craignent pas notre concurrence électorale.

Nous nous appliquons, face à l'égalitarisme, sous sa forme individualiste, collectiviste, communautariste ou mondialiste, à rappeler l'importance des communautés traditionnelles, hiérarchiques et enracinées: la famille, certes, mais aussi toutes les communautés plus spécialisées, si l'on ose dire, comme l'entreprise, la commune, les sociétés, associations et fondations de tout

genre, sans oublier les Eglises, qui contribuent directement ou indirectement, chacune à sa manière et dans l'exercice de sa fonction ou vocation, à la vie du pays.

La Ligue vaudoise fait preuve depuis plus de trois générations d'un engagement renouvelé pour le bien commun vaudois, à l'exclusion de toute recherche de places, de prébendes ou de renommée. Cela a tout de même fini par engendrer une certaine confiance, c'est-à-dire aussi une certaine influence que nous nous efforçons de développer.

Vanité? Ce qui est sûr, c'est que chaque année, un certain nombre de jeunes décident de rejoindre notre combat politique hors parti. Le week-end dernier, ils étaient une quinzaine à participer à la séance de deux jours que nous organisons chaque année au dessus de Chardonne pour préparer l'année qui vient. Une autre forme de «critique saine» de la démocratie.

Olivier Delacréz

## Bien... Pas bien !

Dans 24 heures du premier novembre, M. Andrès Allemand se félicite du voyage en Suède du pape François, lequel assistera au coup d'envoi des célébrations marquant les 500 ans de la Réforme.

Selon M. Allemand, nous sommes tous les héritiers de Martin Luther.

Un moine sympa, ce Martin Luther, car de sa réforme sont issues nos sociétés sécularisées, où chacun définit sa spiritualité; c'est le même souffle de liberté de pensée: on refuse le prêt-à-croire.

Refus du prêt-à-croire? Peut-être.

Quant au prêt-à-penser, il vit de beaux jours. Dès que le mot «spiritualité» est prononcé, nous subodorons une escroquerie.

Après avoir lu M. Allemand, nous nous demandons ce qu'il faut croire (l'éditorialiste occasionnel s'intéresse-t-il donc aux affaires religieuses?), mais nous savons parfaitement ce qu'il est interdit de penser, sous peine d'excommunication médiatique.

M. Allemand distingue les bons et les méchants. D'un côté, Martin Luther, le remuant réformateur qui a dénoncé les dérives de la papauté (bien); le très sympathique (bien) pape François, même si ce dernier refuse l'ordination de femmes prêtres (pas bien); l'Eglise de Suède diri-

gée par Antje Jackelen, la première femme archevêque (bien), qui célèbre des mariages gays (bien) et qui a nommé une évêque lesbienne à Stockholm (bien).

De l'autre côté, un autre héritage de Luther qui cette fois n'est pas un cadeau: les évangéliques pentecôtistes brésiliens moins éclairés (pas bien) que leurs frères (et sœurs) suédois, arc-boutés (pas bien) sur le conservatisme moral, opposés (pas bien) au féminisme, à l'avortement, à l'éducation sexuelle et au mariage gay.

La spiritualité? Le refus du prêt-à-croire? Nous comprenons maintenant. Il s'agit d'adopter les mœurs triomphantes de la bourgeoisie mondiale, de chanter les valeurs de partage, le vivre-ensemble, la tolérance, les droits des femmes et la mouvance lesbienne-gay-bi-trans.

Tout héritier de Luther, dans son coin, est censé bricoler sa spiritualité personnelle, on s'attend à de la «créativité», mais rien de bien consistant ne sort; nous constatons qu'une ligne morale officielle s'impose sous l'oeil vigilant du clergé médiatique, avec un credo, des dogmes et des rites partout semblables.

Cinq cents ans de protestantisme pour produire ce seul résultat? A quand la prochaine réforme?

Jacques Perrin

# Robert Moulin, citoyen et soldat

Aux éditions inFolio vient de sortir de presse l'ouvrage monumental que M. Jean-Philippe Chenaux a consacré à *Robert Moulin* et son temps (1891-1942). Cet ouvrage fait suite à une longue série de publications dues à la plume féconde de celui qui a créé et animé pendant vingt ans la collection des *Etudes & Enquêtes* du Centre Patronal et à qui l'on doit aussi la direction de la publication substantielle que les *Cahiers de la Renaissance Vaudoise* ont dédiée, sous le titre *Les conditions de la survie*, à la Suisse durant la seconde guerre mondiale et à la crise des années 1990. Jean-Philippe Chenaux s'est senti pressé de lutter contre la capacité d'oubli sans limites qu'il déplore à l'endroit de personnalités de premier plan qui ont pourtant marqué leur temps. C'est le cas de Robert Moulin, ce «citoyen et soldat dans la plus noble acception de ces termes» selon l'hommage que Marcel Regamey lui rendait dans *La Nation*, dix ans après sa mort. L'érudition de Jean-Philippe Chenaux, l'étendue et la qualité de ses recherches, sa curiosité tous azimuts, la variété de ses sources, la précision de ses références font de cette biographie un modèle d'information. Le souci de situer Robert Moulin dans le contexte de son temps avec une générosité narrative peu commune lui donne une dimension et un relief particuliers; il justifie aussi le titre de l'ouvrage qui se présente ainsi non seulement comme un récit biographique mais encore comme une chronique politique et sociale de l'entre-deux guerres en Suisse. C'est notamment des relations étroites que Moulin a entretenues avec la Ligue vaudoise que nous rendons compte dans la présente recension.

## Le citoyen

Robert Moulin fut durant toute sa vie un professeur d'histoire passionné, apprécié de ses élèves, estimé de ses pairs, animant ses classes et les salles des maîtres. Cette vocation pédagogique ne tarda pas à s'inscrire dans un souci plus général. Elle devint militante au service de la cité. Elle était fondée sur deux convictions que Chenaux nomme «les fondamentaux»: d'une part la nécessité d'une révision des valeurs et d'un réajustement intellectuel, et d'autre part la reconstruction sociale. La première postule une doctrine fédéraliste bâtie sur les besoins du pays réel et sur la prévalence du bien commun à l'encontre des préoccupations électorales et partisans. La seconde doit faire échec à la lutte des classes en favorisant la collaboration des patrons et des employés sur le modèle corporatif. Concrètement, il faut notamment dissoudre le Conseil national, distributeur de subventions, foyer de l'étatisme et lieu de toutes les compromissions au mépris de l'intérêt public, et le remplacer par une représentation des corps intermédiaires.

Le combat vigoureux pour la sauvegarde du fédéralisme rapproche Robert Moulin de la Ligue vaudoise à laquelle il adhère en 1935 pour en devenir une figure marquante, à la faveur de nombreuses campagnes dont Chenaux narre par le menu les pé-

ripétées. Citons notamment la campagne lancée contre le Conseil national, avec le collage sur les murs des communes vaudoises de la célèbre affiche signée par Marcel Regamey et Robert Moulin: «Il faut fermer le Conseil national» qui vaudra au second nommé un blâme et un sérieux avertissement de la part du chef du Département de l'instruction publique qui juge le comportement de Moulin incompatible avec ses fonctions d'enseignant. Mais celui-ci ne désarme pas. Il continue à parcourir le canton, accompagné de ses amis ligueurs, pour promouvoir une réforme constitutionnelle de salut public. La campagne contre le code pénal suisse donnera de nouveau à Robert Moulin l'occasion de se battre avec énergie pour le fédéralisme aux côtés de Marcel Regamey, Alphonse Morel, Frédéric Fauquex, Paul Chaudet, Jules Faure et de nombreux autres notables. Jusqu'à son décès en 1942, il mettra sa plume et son verbe au service de la cause qu'il n'aura eu de cesse de défendre; le spectacle calamiteux du Parlement fédéral en cette année 2016 lui confère une actualité saisissante. Sur le site *Commentaires.com*, Pascal Decaillet n'intitule-t-il pas sa diatribe du 1<sup>er</sup> octobre dernier «L'ennemi public n° 1: le Parlement»?

Cette cause est liée dès le début de l'activité politique de Moulin au sein des Jeunesses libérales à des préoccupations sociales affirmées, car il fut un pionnier du mouvement corporatiste en terre vaudoise. En 1928, il tenait dans la *Gazette de Lausanne* ces propos cités par Chenaux: «Il faut instaurer, en économie, un fédéralisme semblable à celui sous le signe duquel nous vivons en politique. Il faut créer de nouvelles compétences sociales – où l'Etat ne sera que partie –, où viendront s'amortir et s'harmoniser les intérêts particuliers en fonction de l'intérêt général. [...]» Dans ces nouvelles compétences sociales seront représentés les intérêts patronaux et les intérêts ouvriers et par elles seront garantis logement, sécurité du lendemain, vacances et dignité de la famille. Au mythe de la lutte des classes et au libéralisme du laisser-aller se substituera la collaboration entre les divers ordres de la nation.

Le nouveau statut social préconisé par Robert Moulin avait dû intéresser vivement Marcel Regamey, auteur en 1926 du premier cahier d'Ordre et Tradition dans lequel il proposait une représentation organique des intérêts privés comprenant notamment les mandataires des corporations professionnelles.

Robert Moulin revient régulièrement à ses fondamentaux, selon l'expression de son biographe, particulièrement à ses préoccupations sociales. Il donne des conférences sous l'égide du mouvement des Jeunes Travailleurs, fer de lance du corporatisme en Suisse romande, qui se définit comme «un mouvement de

redressement national de la jeunesse ouvrière» luttant «pour une Suisse chrétienne, fédéraliste et corporative», idéal que Moulin met à la base de la défense spirituelle pour laquelle il milite en ces temps difficiles de l'hiver 1939. Mais la Mobilisation portera un coup fatal aux Jeunes Travailleurs qui se fondront dans diverses formations politiques.

## Le soldat

Soldat dans l'âme, Robert Moulin a commencé sa vie militaire en 1912, à l'école de recrues d'infanterie de Lausanne. Lieutenant à fin 1913, il a dès lors gravi tous les échelons d'une carrière d'officier de troupe jusqu'au grade de colonel qu'il a revêtu le 31 décembre 1939 alors qu'il commandait le régiment d'infanterie 2, dit «Régiment du Pays de Vaud».

L'esprit de service chevillé au corps l'a conduit à militer activement dans la Société Suisse des Officiers (SSO) dont il a présidé la section vaudoise de 1927 à 1933 et le comité central de 1937 à 1942. Le mandat cantonal se déroule dans une période marquée par un antimilitarisme virulent contre lequel le président des officiers vaudois va lutter énergiquement, apportant notamment la contradiction lors de réunions organisées par le parti socialiste. Il croise le fer avec les ténors de la gauche qui étaient alors Paul Golay et le Dr Maurice Jeanneret-Minkine. Celui-ci tient des propos insultants à l'égard de l'Armée dans un meeting organisé à la Maison du peuple à Lausanne au lendemain des tragiques événements du 9 novembre 1932 à Genève. Les officiers vaudois portent plainte et obtiennent gain de cause, au terme d'une procédure mémorable dont Jean-Philippe Chenaux narre avec brio les péripéties. Le Dr Jeanneret est puni de trois mois de réclusion.

La présidence du comité central de la SSO, prise en 1937, vaut à Robert Moulin des attaques venimeuses de la part du conseiller national communiste Jules Humbert-Droz; dans une question adressée en 1939 au Conseil fédéral, Humbert-Droz critique les opinions politiques du président de la SSO et celles de son vice-président, le conseiller national Frédéric Fauquex, et invite le gouvernement à épurer les cadres de l'armée de tous les officiers d'esprit antidémocratique. Dans sa réponse, le Conseil fédéral lave les deux officiers vaudois de tout reproche. C'est compter sans Léon Nicole qui riposte dans *Le Droit du peuple* en s'en prenant aux «officiers aristocratiques et frontistes», ainsi qu'à la Ligue vaudoise. S'ensuit une polémique qui s'achève par une action en justice intentée contre *Le Droit du peuple*. Robert Moulin obtient à nouveau gain de cause. Dans la convention qui met fin au procès, le quotidien socialiste se retracte et exprime ses regrets.

Ces luttes contre une gauche qui ne désarme pas entretiennent le feu sacré de Robert Moulin. La SSO s'est attelée au lourd dossier de la réforme

du haut commandement en chantier depuis une quinzaine d'années. Une commission présidée par Robert Moulin lui-même élabore des propositions contenues dans un mémoire discuté en assemblée générale en février 1937 et approuvé par l'unanimité des deux cent dix-sept délégués. Le mémoire est adressé au chef du Département militaire fédéral, le conseiller fédéral Rudolf Minger, et au président du Conseil national. Lorsque Minger fait connaître ses propres conclusions, la SSO doit constater qu'elles s'écartent notablement des thèses qu'elle-même a formulées. Le message du Conseil fédéral aux Chambres est publié à fin décembre 1938. Les débats permettent d'amender le projet du Conseil fédéral sur plusieurs points importants, ce qui permet à Robert Moulin, malgré tout, d'exprimer sa satisfaction: le travail important fourni par les officiers suisses n'a pas été vain. Le mérite en revient dans une large mesure à leur président et à son comité.

Le souci majeur de Robert Moulin demeure la mise en œuvre de l'une des compétences faisant partie de son programme social de 1928, à savoir la compensation du gain perdu par le militaire durant ses périodes de service. L'idée fait très lentement son chemin. Elle se concrétise surtout à Genève où, grâce aux efforts des milieux corporatistes, de nombreuses conventions collectives de travail règlent le dédommagement des militaires. Mais sur le plan fédéral, elle a beaucoup de peine à progresser. Interpellé en vain en 1929, le Parlement est réveillé en 1936; dès lors les postulats se succèdent, mais, constate Chenaux, «sans l'intervention vigoureuse des officiers suisses, sous la conduite de Robert Moulin et avec le secours très efficace de la Section vaudoise de la SSO, le projet d'une réglementation risquait bien de s'enliser, ou en tout cas de prendre quelque retard». La commission constituée dans le canton de Vaud prend les choses en main sous la direction du premier-lieutenant Henri Bécholey, figure marquante de la Ligue vaudoise. Elle lance une vaste enquête dans tout le pays de manière à recueillir une information aussi complète que possible sur les données du problème. Cette enquête sert de base aux propositions que la commission vaudoise présente au Comité central de la SSO qui à son tour soumet un rapport au Département fédéral de l'économie publique en juillet 1939. Les Vaudois n'ont pas traîné! La balle est dans le camp du gouvernement. De nombreux obstacles restent à franchir, notamment du côté des employeurs alémaniques, mais le conseiller fédéral Hermann Obrecht et ses services font diligence sous la pression des événements. En décembre 1939, le Conseil fédéral, en vertu de ses pleins pouvoirs, adopte l'arrêté réglant provisoirement le paiement d'allocations pour perte de gain aux travailleurs en service actif. La partie est gagnée. C'est le grand mérite de Jean-Philippe Chenaux d'avoir relaté en détail l'histoire du mécanisme mis en place par Hermann Obrecht avec le concours particulièrement actif de la SSO, et dont s'inspireront plus tard les promoteurs de l'assurance-vieillesse. A notre connaissance, on ne trouve nulle

(Suite en page 3)

## Local d'injection: pour un référendum spontané

L'approche des élections cantonales révèle les divisions du parti socialiste vaudois. Récemment, M. Pierre-Yves Maillard a envoyé dans les colonnes du *Matin Dimanche* et de *24 heures* de cinglantes critiques aux chefs de file du PS. Il les juge trop lausannois, trop universitaires et trop mariés entre eux.

Il conviendrait un jour que nous publions un arbre généalogique du parti socialiste vaudois. Et M. Maillard y tient assurément une place de choix. Cet arbre indiquerait les mariages et les amitiés personnelles. Il insisterait sur les alliances qu'ils ont permises entre les clans de ce parti désormais aux affaires. Car le PS est bel et bien au pouvoir dans les cœurs et les esprits, que cela soit à l'école, à l'hôpital ou dans la culture.

Le conflit semble profond entre Maillard et les socialistes lausannois. Tout comme il l'est entre les urbains «sociétaux», et les syndicalistes «sociaux». Mais la situation politique lausannoise actuelle est également

complexe. Elle est même tendue. Le municipal communiste David Payot s'est révé en Jean Moulin. Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'en a ni le panache, ni le courage. Il n'en demeure pas moins que son syndicat se retrouve contraint de le couvrir. Cela ravive dans tous les cas les débats sur l'intégration de M. Payot sur la liste électorale rafle-tout du printemps dernier.

Car cette insultante victoire électorale du PS a durablement vexé la droite. Les leçons de savoir-vivre démocratique dispensées par les cadres socialistes n'y feront rien. Dire au PLR de dépasser sa défaite et accepter le résultat des urnes en ajoute à l'arrogance.

De l'autre côté de l'échiquier, l'UDC lausannoise s'est aussi em pêtrée dans la division. Elle offre un bien triste spectacle et nous rappelle que la démocratie vit par les divisions qu'elle instille: de la société aux partis eux-mêmes. Les relations personnelles finissent toujours par en pâtir. La dis-

sidence PLC (parti libéral-conservateur), affaiblissant l'UDC, complique les relations internes à la droite. Là-encore l'objectif premier demeure les élections cantonales; et la récupération du 4<sup>e</sup> siège au Conseil d'Etat. On n'en sort pas.

Le PLR lausannois, de son côté, tergiverse sur le local d'injection. Il n'est pas exclu que son front interne reflète l'ancienne opposition entre radicaux et libéraux. Certains libéraux-radicaux témoignent ici d'une faiblesse qui leur est bien connue. Leur amour de l'ordre profitable au commerce les pousse à des concessions doctrinales à la gauche.

L'Association romande contre la drogue annonce un référendum sur le *shootoir*. Cette campagne référendaire sera sanglante du début à la fin. En Suisse, la politique de la drogue est depuis plusieurs décennies un des sujets les plus «chauds». Les Lausannois seront profondément divisés. Sans compter que les cantonales ajouteront très vite de l'huile sur le feu.

La responsabilité d'une autorité politique est d'assurer l'unité du corps social. A Lausanne, la gauche, le PS en particulier, est aux commandes. C'est à lui que cette tâche incombe. Il ne doit pas gouverner pour ses seuls électeurs. Il y a dix ans, une confortable majorité des citoyens lausannois rejetait le local d'injection. Pourquoi cela aurait-il changé? Oscar Tosato argue d'une adaptation du projet. Grand bien lui fasse! Les Lausannois s'intéresseront au principe. Mais puisque la bataille doit avoir lieu, qu'elle soit la moins violente possible.

En d'autres termes, nous considérons qu'il incombe aux autorités lausannoises de soumettre spontanément le local d'injection à la population lausannoise. La démocratie directe a souvent pour effet d'atténuer les divisions engendrées par les partis. Un référendum spontané aurait l'avantage de démontrer que la gauche lausannoise est prête à écouter la population.

Félicien Monnier

## Nucléaire: on nous écrit

L'article de M. Bieri sur l'initiative «Sortir du nucléaire» a suscité deux réactions, dont nous citons quelques extraits. La première vient de M. Pierre Santschi, ingénieur-physicien EPFL:

[...] M. Bieri sait parfaitement que les dangers et les vrais coûts de cette «technologie» d'apprenti-sorcier sont niés avec véhémence et obstination depuis 70 ans par des gens qui profitent d'un matraquage publicitaire éhonté (que nous payons). Pour tout ingénieur-physicien honnête, ce que je crois être, un examen réellement scientifique et économique non falsifié par des «experts» bénéficiaires des retombées de ces mensonges [...] devrait conduire

à la fermeture immédiate de toutes les centrales nucléaires. Se faire le soutien du maintien sans limite claire de cette technologie (Eh oui! Ce serait sans limite claire en cas de non lors de la prochaine votation sur le sujet) constitue, vu les faits, un déni caractérisé de gravité.

[...] Si vraiment le Pays de Vaud lui tenait à cœur, au delà du OUI à cette initiative, M. Bieri devrait même demander la fermeture immédiate des casseroles nucléaires suisses dont l'état de décrépitude et de dangerosité réel est tenu secret ou minimisé ([www.tdg.ch/swisselcoouts-nucleaire-suspens-votation/story/18479175](http://www.tdg.ch/swisselcoouts-nucleaire-suspens-votation/story/18479175)).

La seconde réaction est signée de M. Olivier Bonard:

L'article de P.-G. Bieri appelant à voter «non» à l'initiative qui vise à imposer une date de fermeture des centrales nucléaires à leurs propriétaires illustre comment un journal qui se préoccupe du sort de notre pays peut faire passer l'intérêt économique immédiat de certains, vue qu'Olivier Delacrétaz a critiquée récemment, avant l'intérêt du pays, économique et écologique à long terme.

Il paraît improbable que P.-G. Bieri ait la naïveté d'ignorer que le nucléaire est en perte de vitesse en raison de ses problèmes de rentabilité à long terme; il sait bien que les investisseurs qui en tirent actuellement bénéfice désirent évidemment proroger les conditions d'une rente de situation le plus longtemps possible. Il paraît par ailleurs insensé de prétendre que le risque d'accident reste le même au cours de la vie d'une centrale alors que le cœur de son réacteur s'endommage peu à peu et ne peut être réparé.

Laisser les industriels de l'électricité décider de la durée de vie de leurs réacteurs avec l'avis d'experts peu indépendants s'explique par la compromission de nombreux parlementaires qui touchent les dividendes dans les conseils d'administration de ces sociétés. L'initiative est ainsi salutaire.

On peut bien comprendre que ces industriels brandissent le spectre d'un rationnement ou d'une augmentation forte du prix de l'électricité, mais on peut regretter qu'un journal indépendant se fasse le porte-paroles de patrons désorientés. L'accident nucléaire n'est pas permis par le destin, celui qu'invoquent Virgile et Montfalcon dans la citation de notre journal, mais rendu possible par la cupidité d'un petit nombre menaçant la nation.

\* \* \*

On se traite un peu trop facilement de menteurs et de vendus, dans les

débats écologiques, et tout particulièrement quand ils touchent au nucléaire.

Pour résumer notre position, nous avons toujours été plutôt favorables à une certaine production d'électricité nucléaire, jugeant qu'il est nécessaire de diversifier nos sources d'énergie. Mais, aujourd'hui, le nucléaire est disqualifié et, à vues humaines, pour longtemps. La question est donc celle des modalités de la sortie.

La Confédération a mis en branle une énorme machine qui s'appelle «Stratégie énergétique 2050» et qui est un monument d'interventionnisme bureaucratique. L'initiative «Sortir du nucléaire» veut aller beaucoup plus vite, comme on le sait.

Notre sentiment est que les partisans exagèrent à l'envi les dangers que nous font courir les centrales suisses – nous n'en dirions pas autant de celle de Fessenheim. Mais nous n'allongerons pas sur ce point, tant le débat est inutile, chaque bord étant suspecté de choisir son argumentation en fonction de conclusions préétablies. En revanche, nous sommes certains que nos correspondants minimisent les problèmes économiques catastrophiques que la mise en œuvre de l'initiative poserait à l'ensemble de la population. Les nombreuses injustices qu'engendre la dernière révision de la Loi sur l'aménagement du territoire devraient pourtant attirer leur attention sur les risques que font courir à la société ces grandes lois visionnaires qui tranchent dans le vif, dans l'urgence et sans trop s'arrêter aux détails individuels. Nous ne sommes pas opposés par principe à une accélération du remplacement du nucléaire, mais nous ne sommes pas disposés à tout y sacrifier.

La Rédaction

## Robert Moulin, citoyen et soldat

(Suite de la page 2)

part en langue française un récit aussi riche et précis de la genèse de l'institution.

Pour évoquer d'une manière complète la stature militaire de Robert Moulin, il conviendrait naturellement de décrire le colonel à la tête de son régiment. Plusieurs lecteurs de *La Nation* ont certainement dans l'oeil l'estampe impressionnante due au peintre Henry Meylan, soldat du régiment 2, ami cher de Moulin, où celui-ci est dessiné campé fièrement sur son cheval. Il faudrait aussi rappeler les ultimes services rendus par l'officier supérieur après l'accident qui entraîna l'abandon forcé de son commandement. Son sens du devoir lui fit accepter des fonctions d'état-major où il put utiliser ses qualités multiples jusqu'à sa mort en 1942, notamment en rédigeant, à la demande du chef de la Division presse et radio, un rapport destiné au commandement de l'Armée sur l'état de l'opinion et les moyens de la former et de l'éclairer, rapport dans lequel on peut voir

une sorte de testament où s'exprime le souci du bien public qui aura animé le colonel Moulin jusqu'à son dernier souffle.

### Une courte vie, une forte vie

C'est le titre donné par Jean-Jacques Langendorf à sa belle préface. Il résume bien la destinée de Robert Moulin telle que l'ouvrage la présente. Jean-Philippe Chenaux n'a pu supporter que la mémoire d'une personnalité aussi exceptionnelle ne soit pas mieux honorée que par quelques brèves mentions par-ci, par-là. Nous partageons entièrement son sentiment en constatant le quasi-mutisme de l'Encyclopédie Vaudoise et la relégation des *Pages choisies* au galetas du Cercle littéraire. Nous devons une grande reconnaissance à l'impavide biographe qui a brisé le silence.

Pierre Rochat

Jean-Philippe Chenaux, *Robert Moulin et son temps (1891-1942)*, Infolio éditions, 2016, 900 p.

## Vladimir le dur

On peut considérer Vladimir Poutine comme un grand chef d'Etat ou le tenir pour un tyran assoiffé de pouvoir et de conquêtes. Hillary Clinton le traite comme un criminel qu'il faut neutraliser; ça promet pour la tranquillité du monde. Il est certes difficile de l'aimer, cet ancien du KGB froid, calculateur, probablement cruel quand il estime utile d'éliminer quelqu'un qui se met en travers de son chemin. Mais il a le don de la *Realpolitik* et a su rendre sa fierté à un pays décomposé par la chute du communisme et pourri par les années de chaos du fantasque Eltsine.

Ses jeunes années sont décrites, dans *L'Information immobilière* de cet automne, par l'écrivain Vladimir Fédorovski. Nous y avons trouvé des renseignements inédits à nos yeux, car si les années de Poutine au KGB et à

la mairie de Leningrad ont fait l'objet de diverses recensions – pour ce qu'on peut savoir de la vie d'un agent secret... –, son enfance a moins été mise en lumière, nous semble-t-il. Or elle n'est pas sans importance pour la connaissance de l'homme.

Laissons la plume à Fédorovski: *Pur produit de la fin du stalinisme, Poutine naît à Leningrad le 7 octobre 1952 au sein d'une famille ouvrière dont il est le dernier fils, ses deux frères Victor et Oleg, nés dans les années trente, étant décédés en bas âge. Sa mère et son père, tous deux nés en 1911, ont alors 41 ans. Vladimir est donc l'enfant tardif de parents rescapés du siège de Leningrad qui fut soumise à un blocus des troupes allemandes durant presque 900 jours, tragédie qui se solda par un million huit cent mille morts. C'est dans cette âpre atmosphère d'après-guerre, dans une*

*misère totale, que se développe le jeune Poutine, vivant dans un appartement communautaire de 20 m<sup>2</sup> dans l'un des quartiers défavorisés de la ville soumis aux lois de la rue où, pour survivre, il faut sans cesse se battre. [...] La façon qu'il a aujourd'hui de répondre coup pour coup au niveau international remonte à cette enfance, qui fut marquée du sentiment aigu de l'héroïsme national doublé d'une rage de vivre.*

Il a pu observer les gens au pouvoir dans le quartier où il a grandi: *La pègre y faisait la loi, avec des chefs si puissants qu'on les a surnommés en russe les «voleurs-en-loi» [...] Au-dessus de la mêlée, ils déterminent tout, gérant la cagnotte globale. Nul besoin dès lors d'être vulgairement corrompu et de s'en mettre plein les poches [...].*

*Il faut l'entendre évoquer la figure bien-aimée de son grand-père paternel, Spiridon Poutine, qui fut cuisinier au service de Lénine, puis de Staline... Cette intimité avec la dictature suprême a été essentielle dans son imaginaire d'enfant. Son père, Vladimir Spiridonovitch Poutine, ouvrier dans une usine d'armement de Leningrad, fut, quant à lui, officier du NKVD, la police secrète de Staline. Engagé contre les forces allemandes, il dut un jour son salut en plongeant dans l'eau d'un marais où il survé-*

*cut en respirant grâce à un roseau; c'est dire la force mentale de cet homme qui sera plus tard aux deux tiers invalide.*

*Avec cet arrière-fond d'ouvriérisme, d'approche du pouvoir absolu, de hantise de la tragédie de Leningrad que sa mère, Maria Ivanovna Poutina, éprouva dans sa chair, ainsi que de fascination pour le courage militaire, on voit se développer sous l'ère brejnévienne un gamin passionné de films d'espionnage qui se sauve de tout grâce aux sports de combat, la sambo, mélange de boxe et de lutte, et plus tard le judo – il sera ceinture noire, membre de l'équipe russe aux JO – tout en rêvant d'être un James Bond à la soviétique. La pratique de cette violence contrôlée lui permettra de combattre sans relâche, et en connaissance de cause, le judo à haut niveau étant une ascèse où l'on capte la force de l'adversaire pour le déséquilibrer.*

Il sait en tout cas assez bien déséquilibrer l'Occident, en Géorgie, en Crimée, en Ukraine, en Syrie, sinon pour étendre l'Empire russe, du moins pour défendre ses positions dans les zones où il ne faut pas venir le «chercher», comme l'a fait stupidement l'Union européenne, appuyée parfois par les USA. Le gamin devenu un dur dans les bas-quartiers de Leningrad est resté un dur. Mais son ascension ne s'explique pas seulement par sa pugnacité. Il faut aussi de l'intelligence, et Vladimir Poutine n'en manque certainement pas, même s'il fut, dit-on, très médiocre à l'école.

J.-F. Cavin

## Evaluation

Entendu sur les ondes le gymnasiemorgien qui prétendait évaluer ses maîtres: «On ne voulait pas les embêter, les profs, on voulait juste leur aider à s'améliorer.»

Au terme d'une notation démocratique en bonne et due forme, le pro-

fesseur de français de l'évaluateur en chef sera le premier qu'on invitera à «se remettre en question» et à «redéfinir ses objectifs»... Il bénéficiera à n'en pas douter d'un «soutien pédagogique».

J. P.

## Entretiens du mercredi

Ces entretiens ont lieu le mercredi à 20h dans nos locaux de la place Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne. Ils sont publics. L'entrée est gratuite.

**16 novembre:** **La reconnaissance des communautés religieuses,** avec Kevin Grangier, secrétaire général de l'UDC Vaud.

**23 novembre:** **Robert Moulin et son temps (1891-1942),** avec Jean-Philippe Chenu, journaliste RP et historien.

**30 novembre:** **La Gauche et la Droite, hier, aujourd'hui, demain,** avec Olivier Meuwly, historien.

[www.ligue-vaudoise.ch/mercredis](http://www.ligue-vaudoise.ch/mercredis)

## Erratum

Dans l'encadré intitulé «21 septembre: et la démocratie directe dans tout ça?» en page 3 de *La Nation* n° 2055 du 14 octobre 2016, notre collaborateur Félicien Monnier a écrit: «Nous aurions pu attendre de l'UDC qu'elle offre un projet concret d'application de son initiative du 9 février. Il n'en fut rien.» Un lecteur nous a signalé que l'on

trouve sur le site de l'UDC suisse un document de 10 pages intitulé «Concept de l'UDC pour l'application de l'initiative populaire contre l'immigration de masse» daté du 23 mai 2014<sup>1</sup>. Dont acte.

Réd.

<sup>1</sup> [www.svp.ch/de/assets/File/UmsetzungskonzeptSVP\\_f.pdf](http://www.svp.ch/de/assets/File/UmsetzungskonzeptSVP_f.pdf)

## Chronique sportive vaudoise

Deux jeunes sportifs vaudois se sont illustrés récemment sur la scène internationale.

En cyclisme sur piste, Gaël Suter, de Villeneuve, âgé de 24 ans, a ob-

tenu deux médailles lors des championnats d'Europe qui se sont tenus en France: l'or dans la discipline du scratch (course individuelle sur une distance déterminée, où les coureurs partent en même temps), puis l'argent dans la course omnium (compétition en quatre manches différentes).

En automobilisme, Mathéo Tuscher, de Noville, est devenu champion du monde d'endurance, catégorie écuries privées, avec le Fribourgeois Imperatori et l'Autrichien Kraihamer, au volant d'un bolide suisse de la marque Rebellion. Il faut préciser que le jeune pilote vaudois est un talent précoce, puisqu'il n'a pas encore 20 ans!

A. Rochat

## La Nation

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier  
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)  
Fax 021 312 67 14

[courrier@ligue-vaudoise.ch](mailto:courrier@ligue-vaudoise.ch)  
[www.ligue-vaudoise.ch](http://www.ligue-vaudoise.ch)

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges



## Solidarité 3.0

*Amélie n'a pas besoin du nucléaire. Sophie n'a pas besoin du nucléaire. Jonas n'a pas besoin du nucléaire. Basil n'a pas besoin du nucléaire. Ce sont là les slogans que l'on peut lire en ce moment sur diverses affiches placardées en ville. Amélie, Sophie, Jonas et Basil sont de jeunes enfants qui prêtent leur visage souriant à la campagne en faveur de l'initiative populaire «Sortir du nucléaire».*

## LE COIN DU RONCHON

Ces affiches dégoulinantissimes de bons sentiments auraient presque pu nous irriter... Pourtant, à la réflexion, elles sont remarquables!

D'abord, elles sont 100% recyclables. Elles pourront en effet resservir plus tard pour nous «vendre» à peu près n'importe quelle cause, du doublement des impôts («Amélie n'a pas besoin d'argent de poche») à la destruction de la forêt amazonienne («Basil n'a pas besoin de 390 milliards d'arbres») en passant par la réintroduction de l'esclavage («Jonas n'a pas besoin de sortir de la plantation»).

On remarquera ensuite le caractère éminemment social de ces slogans, qui s'adressent aux gens modestes qui n'ont pas les moyens de s'acheter n'importe quels gadgets électroniques. Des

gens qui roulent en Clio diesel plutôt que des bourgeois qui se paient des Tesla électriques à plus de 60'000 balles.

Enfin et surtout, il importe de souligner que le message véhicule une vision revisitée et novatrice du principe de solidarité tel que la gauche l'a prôné depuis des années (en ne l'appliquant qu'aux autres): Amélie, Sophie, Jonas et Basil ont fait le choix individuel de s'éclairer à la bougie et de faire pédaler leurs hamsters sur une dynamo pour allumer leur ordinateur; ils ne vont pas se préoccuper de savoir comment les autres vont se débrouiller; ce sont les autres qui devront se débrouiller pour faire les mêmes choix qu'eux. Après la morale du christianisme («ce qui est à moi est à toi») puis celle du socialisme («ce qui est à toi est à moi»), nous entrons désormais dans l'ère de la *solidarité 3.0* qui s'exprime ainsi: «Je n'en ai pas besoin donc tu n'en as pas besoin.»

Nous pourrions pleinement nous retrouver dans les personnages d'Amélie, de Sophie, de Jonas et de Basil, nous qui, à titre personnel, n'avons actuellement «pas besoin» d'assurance-maladie, ni d'assurance-invalidité, ni d'allocations familiales, d'aides sociales et de cantines scolaires, «pas besoin» de nombreux offices fédéraux, ni d'aide au développement, ni de subventions culturelles. En supprimant tout ce dont on n'a pas besoin, on va faire de sacrées économies!